

Philippe POUTOU - NPA

Langues régionales

Nous sommes pour toutes les initiatives (françaises et/ou européennes) qui vont dans le sens de la défense des langues régionales, car nous sommes internationalistes : nous soutenons l'auto-détermination des peuples partout dans le monde, donc sur le territoire de l'État français aussi ! C'est pourquoi nous combattons les limitations constitutionnelles au développement des langues régionales et militerons pour la ratification de la charte sur les langues minoritaires et régionales.

La République française a voulu étouffer les langues et les cultures sous un modèle unique pour asseoir la domination de l'État, dans un contexte centraliste et chauvin. Ce n'est pourtant pas à l'État de décider quelle langue doivent parler les gens, ni ce qu'ils doivent penser. La démocratie que nous voulons est à l'opposé : nous voulons une démocratie où chacun et chacune s'exprime. Les politiciens nationalistes en France sont les premiers à dénoncer la culture imposée par le capitalisme américain, mais les derniers à écouter les revendications en Breton ou en Créole.

En Bretagne, en Alsace, au Pays Basque, en Corse ou encore dans les collectivités d'outre mer (ex DOM-TOM), la langue est un outil important pour bâtir la communauté de destin dont le peuple a besoin pour garantir sa survie, elle doit être préservée. Nous sommes donc favorables à la co-officialisation des langues dans les territoires qui le revendiquent.

Les langues régionales doivent être préservées mais aussi développées. Ainsi, l'enseignement en basque, en corse, en créole, en breton, etc. doit être développé et soutenu par les pouvoirs publics, de la maternelle au supérieur. Concrètement, l'urgence c'est de soutenir le développement des écoles et collèges associatifs, gratuits et laïques.

Nous sommes aussi pour une visibilité des langues immigrées là où elles sont parlées (cours de langues dans les collèges par exemple)